



# Procès-verbal

## Conseil Municipal

### Séance du 7 décembre 2023

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absents : DELVO SALAUN Rozenn (pouvoir à Michaël GAUVAIN)  
MORICE Christian (pouvoir à LEFEBVRE Nathalie)  
LE HEGARAT Valérie (pouvoir à LE MOAL Brigitte)  
SEVRET Chrystel (pouvoir à ROUAULT Anne-Marie)  
CORLAY Gérald (pouvoir à PIPART Fabrice)  
MARTIN Marie-Christine  
MORICE Gildas

Secrétaire de séance : GAUVAIN Michaël

Le procès-verbal du 5 octobre 2023 est approuvé à l'unanimité (rectification de dates concernant les précédents procès-verbaux des 6 juillet et 7 septembre 2023).

#### **1/ Rénovation de la salle des fêtes – demande de subventions**

M. Séhan rappelle à l'assemblée le projet de rénovation de la salle des fêtes dont le nouveau montant prévisionnel des travaux est estimé à 356 000 € HT soit 427 200 € TTC (dont 194 424 € HT de travaux découlant de l'audit énergétique).

Les dossiers de demande de subvention au titre du Fonds vert en 2023 et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL/DETR) en 2024 sont donc à actualiser. Le Syndicat Départemental d'Energies des Côtes d'Armor pourra également être sollicité pour financer une partie des travaux énergétiques (programme Oréca).

Le plan de financement prévisionnel du projet se présente donc comme suit :

## OPÉRATION :

**PLAN DE FINANCEMENT**  
**Rénovation de la salle des fêtes**

<b>DÉPENSES (H.T.)</b>		<b>RESSOURCES</b>		
<b>DÉPENSES ÉLIGIBLES</b>		<b>DETR</b>		Montant
<b>Travaux</b>	356 000.00 €	Dépenses éligibles :		
Dont 194424 € d'audit énergétique		356 000.00 €	30.00%	106 800.00 €
		<b>Fonds vert</b>		
		Dépenses éligibles :		
		356 000.00 €	40.00%	142 400.00 €
		<b>ORECA</b>		
			5.62%	20 000.00 €
Base éligible	356 000.00 €	<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>75.62%</b>	<b>269 200.00 €</b>
		<b>AUTOFINANCEMENT</b>		147 014.00 €
		Fonds propres :		147 014.00 €
		Emprunts :		0.00 €
<b>DÉPENSES INÉLIGIBLES</b>		<b>soit autofinancement</b>	<b>24.38%</b>	
Audit	870.00 €			
Maîtrise d'œuvre	33 300.00 €			
Consultations annexes + divers	26 044.00 €			
Dépenses inéligibles	60 214.00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>416 214.00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100.00%</b>	<b>416 214.00 €</b>

L'assemblée délibérante autorise M. le Maire, à l'unanimité, à déposer les demandes de subventions ainsi présentées.

## 2/ Décision modificative budgétaire – budget lotissement

M. Séhan propose d'acter les modifications budgétaires suivantes sur le budget lotissement « Hameau des Lavandières » :

<b>168748</b>	16	avance budget principal	remboursement avance	-97 409.99 €
<b>3555</b>	040	terrains aménagés	Constatation du stock final	97 409.99 €
				<b>0.00 €</b>
<b>71355</b>	042	variation terrains aménagés	intégration lots achevés (par D 3555)	97 409.99 €
<b>7015</b>	70	vente terrains aménagés	vente parcelles	-91 000.00 €
<b>75822</b>		subvention par le budget principal		-6 409.99 €
				<b>0.00 €</b>

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide les modifications budgétaires.

## 3/ Autorisation à mandater les factures d'investissement

Dans le cas où le budget d'une collectivité n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé que le Conseil autorise M. le Maire à mandater les factures d'investissement dans la limite du quart du budget 2023 jusqu'à l'adoption du budget 2024 pour un montant maximum de 331 905,56 €.

La répartition par opération est la suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
Opération	BP 2023	1/4 des crédits	Article
<b>Hors Opération 204 Subventions d'équipement versées</b>	54 000.00 €	13 500.00 €	2041512 - GFP de rattach. - Bâtiments et installations
	168 097.09 €	42 024.27 €	204182 - org. publics divers - Bâtiments et installations
<b>101- Acquisition de matériels</b>	49 800.00 €	12 450.00 €	2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques
<b>102 - Bâtiments divers</b>	6 000.00 €	1 500.00 €	231 - Immobilisations corporelles en cours
<b>106 - Voirie diverse</b>	84 000.00 €	21 000.00 €	2151 - Réseaux de voirie
<b>129 - Groupe Scolaire</b>	114 525.15 €	28 631.29 €	231 - Immobilisations corporelles en cours
<b>136 - Travaux divers</b>	14 000.00 €	3 500.00 €	231 - Immobilisations corporelles en cours
<b>137 - Rue d'Armor</b>	231 300.00 €	57 825.00 €	231 - Immobilisations corporelles en cours
<b>138 - Boulangerie</b>	105 900.00 €	26 475.00 €	2132 - Constructions bâtiments privés
<b>139 - RENOVATION SALLE DES FETES</b>	500 000.00 €	125 000.00 €	231 - Immobilisations corporelles en cours
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 327 622.24 €</b>	<b>331 905.56 €</b>	

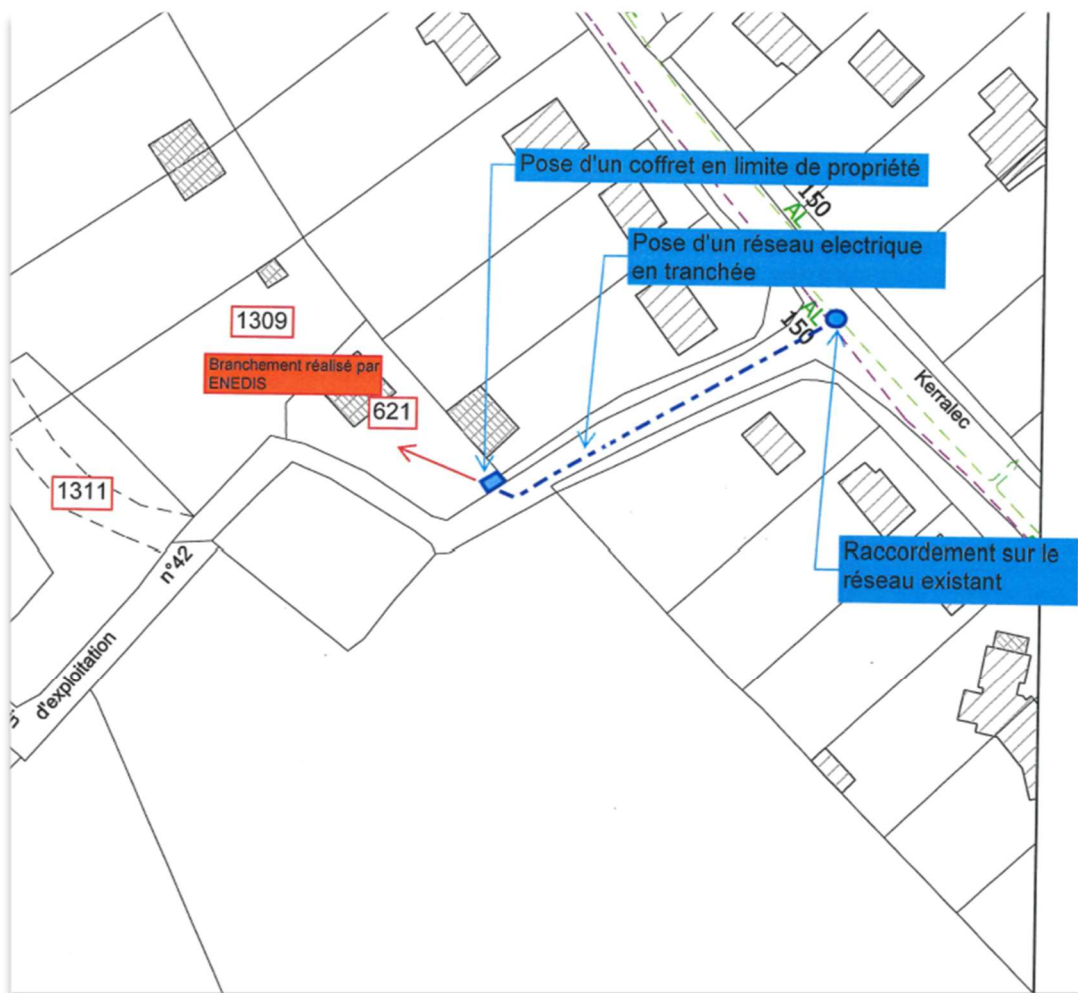
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide cette proposition.

#### 4/ Convention de projet urbain partenarial

Il est rappelé que les conventions de projet urbain partenarial (PUP) sont des outils financiers qui visent à faire financer des équipements publics (réseau eau, réseau électricité, voirie...) par des porteurs de projet privés. À la suite du transfert de la compétence « planification de l'urbanisme » à Leff Armor communauté, les projets urbains partenariaux doivent également faire l'objet d'une délibération spécifique de Leff Armor communauté. La signature d'une convention PUP exonère le porteur de projet privé du versement de la taxe d'aménagement.

Le projet soumis à l'avis du conseil municipal concerne une extension du réseau basse tension pour la desserte en électricité des parcelles D n° 621-1309-1311 au lieu-dit « Parc Mez An Point » à GOUDELIN (contenance totale de 2 738 m<sup>2</sup>).

Le Syndicat Départemental d'Énergie, maître d'ouvrage des travaux, a estimé les travaux à 4 416 € (65 ml) qui seront refacturés, via la convention PUP, au propriétaire.



M. le Maire est autorisé, à l'unanimité, à signer le projet urbain partenarial tel que présenté.

## 5/ Désignation d'un référent déontologue pour les élus locaux

M. le Maire rappelle que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que les missions de référent déontologue peuvent notamment être assurées par des personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ; considérant l'accord des personnes désignées ;

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'acter les conditions suivantes :

### Article 1 : Désignation des référents déontologues

- Mme Anne PERRIER, Présidente du Tribunal Administratif et de la Cour Administrative d'Appel honoraire
- M. Jean SIRINELLI, Professeur de Droit Public à l'Université de Rennes
- Mme Armelle BOTHOREL, Maire honoraire de La Méaugon, ancienne Présidente de l'AMF 22

sont nommés en qualité de référents déontologues des élus jusqu'à l'expiration du mandat 2020-2026. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de leurs missions. A la demande de chaque référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

### Article 2 : Modalités de saisine du référent

Tout élu local de la collectivité pourra saisir le référent déontologue de son choix relevant de l'article 1.

(Le cas échéant) En cas d'empêchement ou tout autre raison légitime, le référent déontologue confie le traitement du dossier ou l'élaboration de l'avis à un autre déontologue de la liste.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Une adresse mail sera créée et sécurisée par le CDG22 au bénéfice des référents déontologues.

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue saisi qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l' élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l' élu afin de préparer son conseil.

### **Article 3 : Modalités de délivrance du conseil**

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l' élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l' élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

### **Article 4 : Rémunération du référent déontologue**

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune directement auprès du référent-déontologue saisi.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

### **Article 5 : Obligations du référent déontologue local**

Le référent déontologue élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que les articles 226-13 et 14 du Code pénal.

### **Article 6 : Indépendance et impartialité du référent déontologue**

La fonction de référent élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, les référents déontologues élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de la direction générale ou de l'autorité territoriale.

Les élus donnent leur accord à cette proposition à l'unanimité.

## **6/ Leff Armor Communauté - RPQS 2022 : Eau, Assainissement collectif et non collectif**

Pièces jointes : RPQS\_2022\_AEP\_LEFF\_ARMOR (REGIE)  
RPQS\_2022\_ASST\_COLL\_LEFF\_ARMOR  
RPQS\_2022\_SPANC

Les conseillers prennent acte de ces documents.

## **7/ Informations diverses**

- Loi APER du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Les élus étaient invités à proposer leurs zones d'accélération avant le 31 décembre 2023. Report de cette obligation au 31 mars 2024

- Leff Armor Communauté : réflexion sur les perspectives en termes de mode de gestion de l'eau potable. Gestion en plein exercice (régie directe) ou gestion en prestation de service : vote du conseil communautaire le 19 décembre prochain

- Contrat de territoire : actualisation de l'enveloppe à hauteur de 211 897 €

- Conte « L'arbre, le banc et le renard » présenté par la compagnie L'Artère le vendredi 8 décembre 2023

- Recrutements au service technique : le candidat retenu pour le poste « bâtiments » ne donne pas suite.

Commission recrutement pour le poste « espaces verts » le 16 décembre 2023

- Bulletin communal : distribution prévue le 18 décembre 2023

- Marché de Noël le 18 décembre 2023

- Réunion de bilan du Téléthon le 20 décembre 2023
- Vœux du Maire à la population : dimanche 7 janvier 2024 à 11 heures à la salle des fêtes
- Nouvelle plantation de fruitiers au lotissement du Petit Verger
- Prochain conseil municipal le 11 janvier 2024 à 19 heures

Le secrétaire de séance  
Michaël GAUVAIN